

EN PLEINE CRISE

L'Église à la peine

Mais vers où va l'Église en Belgique? Après des années de tensions et de problèmes, les indicateurs sont inquiétants. Le CRISP (Centre de Recherche et d'information Socio-Politiques) les décortique dans un de ses récents *Courrier Hebdomadaire*. Mauvais points et bons points pour un monde qui vacille.



© Renaud Hoedt.

L'ampleur de la crise que traverse aujourd'hui l'Église catholique belge ne se résume pas à des statistiques de participation à la messe du dimanche ou aux grands moments de la vie. Les chrétiens «déclarés» sont plus nombreux que celui des catholiques pratiquants. Très diversifiés et très actifs, les catholiques se partagent entre des mouvements et des organisations qui tantôt revendiquent un lien direct avec l'Église catholique, tantôt défendent leur autonomie en refusant de dépendre de manière organique de l'Église-institution, tout en faisant référence à l'Évangile. Les mouvements les plus anciens, dits d'«Action catholique» (Syndicats, mutua-

lités, mouvements de jeunesse...), qui avaient tant investi tous les milieux sociaux avec mission d'affirmer les valeurs sociales et chrétiennes, sont aujourd'hui largement sécularisés. Ils ne sont plus les piliers de l'Église-institution, comme l'indique la présence discrète des aumôniers dans les organisations sociales et la participation réduite des prêtres dans l'enseignement. Les mouvements de spiritualité chrétienne (ateliers bibliques, célébrations communautaires, retraites spirituelles...), nombreux et impossibles à recenser, touchent des publics variés de diverses tendances. Ils ne s'organisent pas toujours dans un cadre paroissial. Les mou-

vements d'action caritative ou d'aide sociale sont nombreux à s'engager au nom de leur foi chrétienne. D'autres types de communautés rassemblent des groupes (couples, familles, éducation, développement des peuples...) qui souhaitent recevoir un éclairage de la foi chrétienne, souvent progressiste au sein de l'Église catholique. Mais, ces dernières années, le développement des communautés charismatiques et des mouvements fondamentalistes, parfois difficiles à distinguer, pose question. Jeunes, dynamiques et visibles, ils sont nés en résistance à la modernité, héritiers d'un Vatican II revu et corrigé en jetant un regard dans le rétroviseur des conciles précédents, Vati-

can I et le Concile de Trente. Marqués par une identité chrétienne forte et un grand rigorisme moral, ils défendent un retour au sacré et à d'anciennes formes de piété. C'est l'univers de l'Opus Dei et des communautés nouvelles. Au contraire d'un mouvement plus ancien, le réseau alternatif de communautés de base qui défend un fonctionnement démocratique de l'Église et apprécie les acquis positifs de la modernité.

L'ÉGLISE N'EST PLUS AU CENTRE

Le déclin de l'Église, constate le CRISP, se manifeste par «*la formation d'un cli-vage profond mais peu apparent entre deux grandes tendances*» parmi les fidèles. Les premiers acceptent la modernité et la sécularisation de la société, «*de manière positive bien que critique*». Ils sont conscients d'être une minorité, face à «*l'indifférence dominante vis-à-vis des questions religieuses*». Les seconds, soutenus par l'Église belge et le Vatican, refusent la modernité et rêvent d'une restauration catholique. Ils considèrent la Belgique comme une terre de mission.

Si jusqu'ici, les évêques avaient gardé une position que l'on pourrait qualifier de «*plutôt centriste*» vis-à-vis de ces diverses tendances, la nomination du nouvel archevêque «*a singulièrement renforcé la seconde tendance*» au dépens des associations, souvent des groupes catholiques progressistes, qui défendent la liberté d'opinion et les acquis positifs de la modernité, encouragent le dialogue interreligieux et la rencontre avec les non-croyants. «*En ne les soutenant pas et en ne les valorisant pas*, constate le CRISP, *la hiérarchie catholique a réussi à les maintenir dans une marginalité certaine, ce qui contraste avec le soutien qu'elle a apporté par exemple aux mouvements de la mouvance du renouveau charismatique et aux communautés nouvelles.*»

DÉRIVE SECTAIRE

La génération qui portait l'élan de Vatican II s'essouffle-t-elle? Sans doute. Mais elle est aussi déçue des résultats de cette participation: «*Les réflexions sur la démocratie dans l'Église n'ont en effet pas rencontré beaucoup d'échos auprès de la hiérarchie et ne semblent plus intéresser qu'une minorité de prêtres et de fidèles...*»

Ainsi, les deux organes de «*démocratisation*» créés à la suite de Vatican II, le *conseil presbytéral* (l'ensemble des prêtres qui assiste l'évêque dans sa charge pastorale), de même que le *conseil pastoral* (qui organise la participation des laïcs à l'activité pastorale), sont restés des instances d'avis alors que l'Église avait elle-même mis en avant la notion de coresponsabilité. Certes, du fait de la pénurie des prêtres, les laïcs prennent de plus en plus de responsabilité dans le fonctionnement de l'Église (catéchisme, célébrations, organisations...). Mais ils n'ont pas de mandats représentatifs. Les conseils pastoraux ne sont même pas obligatoires et ne donnent pas lieu à des élections.

Les nouvelles communautés, plus jeunes, plus visibles, sont par contre animées par une image ancienne et nostalgique de l'Église. Elles espèrent reconquérir une influence passée sur la société, mais elles se heurtent à l'intransigeance de la société moderne. La tentation est alors celle du repli identitaire.

Il est sans doute difficile d'imaginer un mode différent de celui qui a régné pendant plusieurs siècles durant lesquels la religion exerça une autorité certaine sur les sociétés. Mais tout repli identitaire deviendra peu à peu dérive sectaire et fera fuir le plus grand nombre des fidèles.

À BON COMPTE

«*Dans l'Église d'aujourd'hui*, écrit le sociologue français Jean-Louis Schlegel, *l'imagination ne semble au pouvoir que pour innover dans l'ancien.*» Ainsi, les Journées Mondiales de la Jeunesse rassurent à bon compte l'Église officielle qui y voit la démonstration que l'Église peut encore rassembler un public jeune, enthousiaste, festif, exubérant même. Mais sous des apparences modernes, le contenu est profondément traditionnel.

Comme le constate une enquête menée par le magazine français «*La Vie*», la génération «*cathoplus*», comme l'appellent les rédacteurs, fait généralement partie des milieux aisés, signe que l'Église perd la classe moyenne et les travailleurs pour leur préférer un «*catholicisme d'élite*». Les participants sont des chrétiens bien engagés dans les paroisses, connaissent le catéchisme, ont recours aux pratiques de dévotion les plus traditionnelles, adhérent à l'enseignement de l'Église sans broncher... Mais ils laissent au bord du chemin les chrétiens qui vivent sur le

parvis de l'Église, les chrétiens dits du «*deuxième cercle*», ceux qui ont pris distance en raison des positions morales de l'Église et de sa doctrine avant, peut-être, de la quitter définitivement. Ils ne peuvent se reconnaître dans un rigorisme moral et doctrinal d'un autre âge que l'Église veut imposer à tous. Dans une société de consommation et de relativisme moral, mais aussi démocratique et sécularisée, il ne suffit pas de proclamer que l'on détient la vérité éternelle. Cela ne peut qu'entraîner l'adhésion des plus traditionalistes et faire fuir ceux qui ne peuvent suivre le programme de l'Église, sans pour autant les aider à vivre!

OÙ EST L'ESPRIT?

La crise actuelle vient de loin. Les rapports de l'Église avec le monde moderne n'ont jamais été faciles. Et, comme l'explique le théologien Joseph Moingt, «*toute religion est tentée de manipuler le divin pour s'attacher ses fidèles, de leur offrir la sécurité de ses rites, l'abri de ses enceintes, de leur inspirer confiance dans des traditions immuables, de les subjuguier par l'autorité de médiateurs consacrés. Le christianisme n'a pas échappé à ces tentations...*» Avec pour conséquence d'opposer en permanence l'esprit évangélique épris de liberté et l'esprit religieux défendu par les traditionalistes. Or, c'est précisément cette tendance des religieux traditionalistes, opposés aux Temps Modernes, écrit encore Joseph Moingt, «*qui entraîne de nombreux chrétiens à chercher dans un monde sécularisé, où beaucoup perdront la foi qui les animait la "majorité" et l'autonomie que l'église refusait de leur accorder*».

Christian VAN ROMPAEY



Le fonctionnement de l'Église dans un contexte de crise. Etienne Arcq et Caroline Sägesser. Courrier hebdomadaire du CRISP 2011/27-28 (n° 2112-2113). Prix: 12,40 € -10% = 11,16 €. En vente en librairie (12,40 euros) ou sur Internet (version électronique): <http://www.cairn.info/> (8,90 euros).

Dix ans de soubresauts



Un archevêque contesté, des propos controversés, des abus sexuels commis par des membres du clergé, une gestion malheureuse des faits de pédophilie... Cela fait beaucoup pour une Église belge en petite santé depuis des décennies!

UNE MÉGA-CRISE.

Suite, notamment, au « dossier Dutroux de l'Église belge » que dénonce la Commission Adriaenssens.

Au moment où le cardinal Danneels, atteint par la limite d'âge, présente sa démission (juin 2008), le Conseil interdiocésain des laïcs francophones (CIL) attend un successeur ouvert à la coresponsabilité dans l'Église. Mais c'est un non-candidat déclaré qui vient. Connus pour sa rigueur et son intransigeance doctrinale, celui-ci n'était pourtant pas mentionné sur les deux listes de candidats successivement présentées à Rome par la conférence des évêques.

Soudain, observe le CRISP, les fidèles qui « ne connaissent généralement du monde ecclésial que les prêtres chargés de la paroisse qu'ils fréquentent ou ceux qu'ils rencontrent dans les mouvements auxquels ils participent » voient leur attention portée sur le gouvernement de l'Église belge, une Église qui peine à trouver une attitude et des réponses correctes aux questions du monde moderne.

Déseparée, elle tergiverse avant de reconnaître ses carences. En décalage avec le rythme de son époque, le gouver-

nement de l'Église manque de transparence, soupçonné de protéger son image. L'Église catholique belge, déjà mal en point, n'avait pas besoin de ce cataclysme qui déclencha un mouvement significatif de débaptisation, tandis que se poursuit la baisse de fréquentation du culte par les fidèles (voir encadré).

CVR

UNE NOMINATION INQUIÉTANTE

Beaucoup de chrétiens ne comprennent pas ce choix, constate le Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP). Le malaise s'exprime aussi dans de nombreuses organisations au sein de l'UCL, parmi les professeurs de religion, dans l'enseignement catholique, dans les organisations sociales...

Le monde politique s'inquiète. La vice-première ministre Laurette Onkelinx parle de sa « crainte pour le compromis belge ». Chacun connaît les propos peu conciliants du nouvel archevêque sur le sida, sur les questions de bioéthique et l'homosexualité, sur les divorcés remariés, sur la Justice et la pédophilie qui conduiront son porte-parole à la démission.

BAISSE DE RÉGIME

De 1977 à 1996 le pourcentage de nouveau-nés baptisés a baissé de 20% en 20 ans; en 2007, soit 11 ans après, il avait encore baissé de 20%.

En 1977, plus de 3 mariages civils sur 4 étaient suivis d'une cérémonie religieuse catholique; en 1996, la proportion n'était plus que de 1 sur 2 et en 2007, ils n'étaient plus que de 1 sur 4.

Le pourcentage de funérailles religieuses reste plus élevé avec 58,4 cérémonies religieuses catholiques pour 100 décès. Mais c'est ce taux qui a le plus diminué ces 11 dernières années.

La pratique dominicale est passée de 29,4% à 13,1% entre 1977 et 1996, soit une baisse de 55% en deux décennies. En 2009, la pratique dominicale a été mesurée à 5%, soit une baisse de 62% par rapport à 1996.

(Extrait du Courrier hebdomadaire du CRISP)

Et maintenant ?

Que faut-il faire ? Les uns souhaitent se replier sur le « petit reste » en prônant un christianisme entier, rigoureux, tandis que d'autres plaident pour un christianisme vivant, plus proche de la vie des gens, plus ouvert aux valeurs modernes...

Cette fracture commence à poindre en Belgique, mais est déjà très active en France. Commentant une étude publiée dans la revue *Pèlerin* (décembre 2009) sur les catholiques déclarés et les catholiques pratiquants, le mouvement traditionaliste « Liberté politique » fait crûment son choix. Les catholiques pratiquants constituant « une population d'un niveau culturel élevé, qui bénéficie de plus de ressources, qui exerce davantage de responsabilités... peut être qualifiée de plus dynamique et plus exigeante ». Or, affirme ce mouvement, le clergé issu des années 80 est davantage en phase avec les pratiquants occasionnels, voire les non pratiquants que les « messalisants », ceux qui fréquentent assidûment la messe du dimanche. « C'est pourtant sur ce noyau de pratiquants, conclut le mouvement traditionaliste, que peut se rebâtir une pastorale sacramentelle. On perd son temps et son énergie » à retenir ceux qui se trouvent à la marge...

Dira-t-on que tout cela n'est pas très... chrétien ? Mais cette orientation, rigoriste et traditionaliste, semble avoir la bénédiction de Rome au vu des nombreuses déclarations du pape en ce sens, sa politique de nomination et les efforts de rapprochement avec les milieux les plus traditionalistes.

UN SYNODE

On suivra par contre avec intérêt le synode en préparation dans le diocèse de Tournai. Répondra-t-il aux attentes de ceux qui attendent de l'Église les réformes de structure qui font obstacle à de nombreux chrétiens qui veulent pratiquer leur foi dans la communauté ? L'évêque est-il prêt à faire siennes les conclusions d'une telle discussion tant attendue par les laïcs. « La structure hiérarchique de l'Église, rappelle le CRISP, reste gouvernée par une autorité de droit divin. Les critères démocratiques en vigueur dans la société contemporaine, comme la séparation des pouvoirs, n'y ont pas cours. »

Le diocèse de Tournai a déjà connu depuis quarante ans plusieurs démarches de type

« synode ». Geneviève Frère, qui étudie ces questions à la Faculté de Théologie de l'UCL, rappelle que, dès le lendemain du concile Vatican II, des structures participatives avaient été mises en place dans le diocèse : le conseil presbytéral, composé de prêtres, et du conseil pastoral, composé de baptisés. Les années 1980 ont été marquées par la démarche Chemins d'Église (qui s'est conclue par le grand rassemblement de Bonne-Espérance) et le projet Renaissance (la mise en place des unités pastorales).

Le diocèse de Tournai n'est pas le premier à lancer un synode diocésain. Le professeur Arnaud Join-Lambert (UCL), qui s'est spécialisé dans ce domaine, indique que quelque sept cents synodes se sont tenus depuis Vatican II. C'est en effet du Concile que sont nés les synodes diocésains ouverts aux laïcs et pas seulement aux prêtres.

MISE EN ROUTE

Quatre thèmes ont déjà été proposés par Mgr Harpigny : L'Église, sacrement du Christ en ce monde : comment être signe du Christ aujourd'hui ? La dynamique des unités pastorales aujourd'hui. La mission de tous les disciples du Christ et l'appel aux ministères dans l'Église. L'initiation chrétienne des familles, parents et enfants.

« Le synode va transformer notre manière de faire Église », a estimé l'évêque en ajoutant : « Personne ne connaît la solution, mais nous nous mettons en route. »

Ce synode n'est pas sans risque. Car une participation organisée à grande échelle risque « de faire apparaître la profondeur du clivage, en mettant en présence des tendances qui vivent en s'ignorant plus qu'en se respectant ».